



2023-10-05 21:32 · TASS

## ESSENTIEL: Le discours de Vladimir Poutine au club de discussion international Valdai

POLITIQUE: PRÉSIDENT-VALDAÏ-RUSSIE-UKRAINE-MONDE

SOTCHI, 5 octobre. /TASS/. L'humanité ne se dirige pas vers une nouvelle confrontation entre blocs de pays, mais vers une synergie d'États et de civilisations, et c'est à la Russie qu'incombe la tâche de construire un nouveau monde. C'est ce qu'a déclaré le président russe Vladimir Poutine lors d'une session plénière du club de discussion international Valdai.

Dans un discours d'une demi-heure, le chef d'État a énuméré les principes sur lesquels les relations internationales devraient être fondées, a déclaré que l'ère coloniale était révolue et ne reviendrait jamais et a rappelé que la Russie n'avait pas commencé la "soi-disant guerre en Ukraine", mais qu'elle essayait d'y mettre fin.

L'agence TASS a rassemblé les principales déclarations de M. Poutine.

### Sur la synergie entre les civilisations

Les plus grands penseurs dans le monde, les partisans de l'approche civilisationnelle, ont réfléchi et continuent de réfléchir à la notion de la civilisation. Il s'agit d'un phénomène à plusieurs composantes et aujourd'hui ce n'est pas le moment de nous plonger dans les profondeurs philosophiques. Cependant, les qualités essentielles d'une civilisation, ce sont la diversité et l'autosuffisance.

Nous avons la tâche de construire un monde nouveau. Et à ces étapes décisives, le rôle et la responsabilité des gens comme vous, mes chers collègues, le rôle des intellectuels est très important.

Ce qui est essentiel, c'est de libérer les relations internationales de l'approche de bloc, de l'héritage de la période coloniale et de la guerre froide.

Nos collègues occidentaux, en particulier ceux des États-Unis, ne se contentent pas d'imposer arbitrairement des règles, mais ils donnent en même temps des instructions de comportement. C'est fait et dit de manière arrogante.

L'approche en bloc de l'Occident est une limitation des droits et des libertés des États pour leur propre développement. C'est une tentative de les enfermer dans une sorte de cage d'obligations. Dans une certaine mesure, c'est enlever une partie de la souveraineté.

La Russie diminue considérablement sa présence sur le marché européen, qui est en déclin. Par contre, Moscou augmente sa participation aux marchés émergents dans d'autres régions du monde, notamment en Asie.

## Sur le conflit en Ukraine

J'ai déclaré à plusieurs reprises que ce n'était pas nous qui avons lancé une soi-disant guerre en Ukraine. Au contraire, nous essayons d'y mettre fin. Ce n'était pas nous qui avons organisé un coup d'État politique à Kiev en 2014. Un coup d'État sanglant et anticonstitutionnel.

Les hostilités dans le Donbass durent depuis dix ans, avec des bombardements, des tirs et l'utilisation de chars. Mais personne ne tenait les comptes des enfants tués. Personne dans d'autres pays, surtout en Occident, ne déplorait les morts.

La crise ukrainienne n'est pas un conflit territorial. La Russie est le plus grand pays du monde en termes de territoire. Nous n'avons aucun intérêt à récupérer des territoires, il nous reste la Sibérie, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient à explorer et à développer. Il ne s'agit pas d'un conflit territorial ni même de l'établissement d'un équilibre géopolitique régional. La question est beaucoup plus large et plus fondamentale. Il s'agit des principes sur lesquels le nouvel ordre mondial sera fondé.

Rien que depuis le début de la soi-disant contre-offensive, à savoir le 4 juin, les unités ukrainiennes ont déjà perdu plus de 90.000 personnes. Il s'agit des pertes sanitaires et irrécupérables. Ainsi que 557 chars et environ 1.900 véhicules blindés de différents types.

Nous comprenons ce qui se passe et comment les choses évoluent, nous savons ce que nous devons faire et où, ce que nous devons ajouter et où. Nous avançons calmement vers la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés et je suis sûr que nous les atteindrons.

Le président de la Chambre des communes canadienne, Anthony Rota, a dit: Il [Yaroslav Hunka, ex-membre de la division SS Galicie qui a été invité au parlement canadien] a combattu les Russes et continue aujourd'hui de soutenir les troupes ukrainiennes qui combattent les Russes. Il a pratiquement mis sur le même plan les collaborationnistes hitlériens, les troupes SS et les unités ukrainiennes actuelles qui luttent, selon lui, contre la Russie. Ce qui signifie que l'idéologie nazie est toujours là et qu'elle est reconnue. J'estime que notre objectif commun est de parvenir à la dénazification.

## Sur la paix dans le monde

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, tout le monde espérait que les États et les peuples avaient tiré la leçon de la confrontation épuisante et dévastatrice militaro-idéologique, qui marquait le centenaire dernier, s'étaient rendu compte de sa nuisibilité, avaient compris la fragilité et la cohérence de notre planète, s'étaient persuadés que les enjeux globaux de l'humanité exigent des actions conjointes, mais il s'est avéré que ce n'est pas le cas.

L'insurrection hongroise de 1958 n'était pas une révolution de couleur, car, malgré l'instigation de l'Occident, elle avait une base nationale. D'ailleurs, il n'est guère pertinent d'appliquer les expressions d'aujourd'hui aux événements du milieu du siècle dernier.

À un moment donné, j'ai simplement suggéré: "Si on rejoignait nous aussi l'Otan?" Mais non! L'Otan ne veut pas d'un tel pays. Non.

La Russie est contrainte de répondre à la pression militaire et la politique croissante à son encontre.

La Russie cesserait d'exister si elle perdait sa souveraineté, et ce n'est pas seulement une question de sécurité militaire.

La paix durable ne sera établie que lorsque chacun se sentira en sécurité, comprendra que son avis est respecté et qu'il y a un équilibre dans le monde, lorsque personne ne pourra forcer les autres à vivre comme le veut l'hégémon. Dans une telle situation, la notion d'hégémon est tout simplement niée, jetée aux oubliettes.

Je tiens à assurer à tous qu'aujourd'hui la réponse de la Russie sera absolument inacceptable pour tout agresseur potentiel. À partir du moment où le lancement de missiles sera détecté, d'où qu'il vienne, de n'importe quel point des océans du monde ou de n'importe quel

territoire, lors d'une frappe de riposte, des centaines de nos missiles apparaîtront dans les airs qu'aucun adversaire n'aura une chance de survie. Et dans plusieurs directions à la fois.

Je crois que personne sain de corps et d'esprit n'aura l'idée d'employer l'arme nucléaire contre la Russie. Je ne vois pas la nécessité de modifier notre concept [de l'emploi des armes nucléaires]. L'ennemi potentiel connaît nos capacités. Mais c'est autre chose si j'entends des appels à reprendre les essais nucléaires. Les États-Unis ont signé le traité international interdisant les tests de l'arme nucléaire. La Russie l'a également signé et ratifié.

Nos dépenses pour la défense ont augmenté, et pas seulement pour la défense, mais pour la défense et la sécurité. Elles ont presque doublé, en passant de 3% à environ 6%.

Nous avons quasiment terminé le travail sur Sarmat, ce missile ultralourd. Il nous reste à achever la partie administrative et bureaucratique et passer à la production en série et leur mise en service. Et nous le ferons dans les plus brefs délais.

#### Sur le conflit au Haut-Karabakh

Nous sommes prêts à octroyer notre aide. L'Arménie ne cessera d'être notre alliée. S'il existe là-bas des questions humanitaires, ce qui est en effet le cas, nous sommes certainement prêts à les examiner et à soutenir ces gens. C'est incontestable.

Nous avons utilisé tout ce qui était à notre disposition sur le plan juridique pour assurer une composante humanitaire. Comme vous le savez, nos soldats de la paix sont morts là-bas, en défendant les Arméniens du Haut-Karabakh.

Le statut juridique de nos soldats de la paix était basé exclusivement sur cette déclaration [des présidents azerbaïdjanais et russe Ilham Aliyev et Vladimir Poutine et du premier ministre arménien Nikol Pachinian] datant de novembre 2020. Aucun autre statut pour les soldats de la paix n'a vu le jour. [...] Les droits des forces de maintien de la paix ne consistaient qu'en une seule chose: veiller au respect du régime de cessez-le-feu. C'est tout. Nos soldats de la paix n'avaient pas d'autres droits.

Pendant ces quinze dernières années, nous avons proposé à nos amis arméniens à plusieurs reprises d'accepter des compromis. Lesquels? Rendre à l'Azerbaïdjan cinq districts autour du Karabakh, en gardant les deux autres tout en conservant un lien territorial entre l'Arménie et le Karabakh. Mais nos amis du Karabakh nous répondaient toujours: Non cela va créer des

menaces pour nous. Mais qu'est-ce que vous allez faire? Nous allons nous battre. D'accord. Et finalement nous avons eu des affrontements armés en 2020.

J'ai parlé, comme vous le savez, avec le président Aliyev. Mais nous nous étions déjà parlé auparavant et il n'avait cessé de m'assurer que, quoi qu'il arrive, il garantirait la sécurité et les droits de la population arménienne du Haut-Karabakh. Aujourd'hui, il n'y a plus d'Arméniens, ils sont tous partis. Peut-être reste-t-il 1.000 à 1.500 personnes.

À Prague, à l'automne 2022, sous les auspices de M. [Charles] Michel [chef du Conseil européen], le président français [Emmanuel] Macron et M. [Olaf] Scholz, chancelier allemand, les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan s'étaient également réunis. Ils y ont signé une déclaration dont il ressort que l'Arménie reconnaît le Haut-Karabakh comme faisant partie de la République d'Azerbaïdjan. En outre, les dirigeants de la délégation, les dirigeants arméniens ont directement désigné la superficie de l'Azerbaïdjan en kilomètres carrés, qui incluait certainement le Haut-Karabakh. Ils ont souligné qu'ils reconnaissaient la souveraineté de l'Azerbaïdjan dans le cadre de la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan, qui faisait autrefois partie de l'URSS. Et comme on le sait, le Haut-Karabakh faisait également partie de la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan. En fait, la question principale, absolument essentielle, qui était le statut du Karabakh, a été résolue.

Sur les attaques contre les gazoducs Nord Stream

Le fournisseur américain de ressources énergétiques sur le marché européen avait son intérêt [dans l'attaque terroriste sur les deux gazoducs Nord Stream]. Les Américains voulaient détruire Nord Stream depuis longtemps et ils y sont parvenus. Pour ce qui est des exécutants, cela n'a aucune importance.

La destruction de ces infrastructures est un acte de terrorisme international. Nous ne sommes pas autorisés à enquêter, malgré nos propositions et nos appels répétés à le faire.

Nous continuons de fournir du gaz via le gazoduc Turkish Stream, et à ce qu'il paraît des groupes terroristes ukrainiens cherchent à l'endommager.

Les livraisons se poursuivent, y compris à travers le territoire de l'Ukraine. Nous transitons par le territoire de l'Ukraine et nous payons de l'argent pour ce transit. Nous entendons dire que nous sommes des agresseurs, mais l'argent n'a pas d'odeur, les Ukrainiens reçoivent de l'argent avec plaisir.--0--fwn/fba